



Turquie 2050

Conflit russo-ukrainien ; réforme constitutionnelle ; forum d'Antalya

Le programme « Turquie 2050 » développe une analyse prospective sur les thèmes de la diplomatie, de la politique intérieure et de l'économie turques afin d'y anticiper les dynamiques des trente prochaines années.

*Par l'équipe
du Programme
Turquie/Moyen-Orient
de l'Ifri.*

Les opinions exprimées dans
ce texte n'engagent que la
responsabilité des auteurs.

ISBN : 979-10-373-1042-2

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2025.

Image : © Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

« Turquie 2050 :
conflit russo-ukrainien ; réforme
constitutionnelle ;
forum d'Antalya »,
Repères sur la Turquie,
n° 28, Ifri, avril 2025.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél.: (0)1 40 61 60 00
E-mail: accueil@ifri.org

www.ifri.org

ÉCONOMIE

Les intérêts turcs dans la perspective de la fin du conflit russo-ukrainien

Le 13 mars 2025, lors d'une visite de haut niveau à Kiev, les ministres turcs du Commerce, Ömer Bolat, et de l'Agriculture et des Forêts, İbrahim Yumaklı, ont relancé, aux côtés de Volodymyr Zelensky, le projet d'accord de libre-échange entre la Turquie et l'Ukraine, ratifié avant la guerre mais suspendu depuis.

L'objectif affiché est d'augmenter le commerce bilatéral à 10 milliards de dollars, mais aussi de faciliter la présence des entreprises turques pour la reconstruction de l'Ukraine. Le président ukrainien a également déclaré considérer la Turquie comme un partenaire capable de contribuer aux garanties de sécurité de l'Ukraine, alors que l'administration Trump cherche à obtenir un accord de cessez-le-feu avec la Russie, faisant fi des considérations sécuritaires européennes.

La relation entre l'Ukraine et la Turquie s'était hissée avant la guerre au niveau de « partenariat stratégique », la Turquie cherchant à équilibrer les ambitions russes dans la région de

la mer Noire. Le conflit a permis de passer au niveau supérieur en matière de coopération militaire. Les deux parties ont des intérêts convergents dans le secteur de l'armement ainsi que des capacités complémentaires ; les drones Baykar Akıncı et Kızılelma utilisent les moteurs ukrainiens Ivchenko-Progress. Par ailleurs, la Turquie fournit des drones TB2 à l'armée ukrainienne depuis le début de la guerre et une usine de production de ces appareils est en construction en périphérie de Kiev.

Ce rapprochement n'a pas empêché la Turquie de poursuivre en parallèle sa coopération économique avec la Russie, qui lui fournit 50 % de son approvisionnement en gaz naturel. Le projet de centrale nucléaire d'Akkuyu, financée et construite par l'entreprise russe Rosatom, accroît encore la dépendance d'Ankara envers Moscou sur le plan énergétique. Pour institutionnaliser cette dépendance, la Russie a proposé à Ankara de jouer un rôle de *hub* énergétique pour ses exportations vers l'Europe – le gazoduc TurkStream, en activité depuis 2020, permet d'éviter le passage par l'Ukraine.

Plus généralement, la Russie est l'un des principaux partenaires commerciaux de la Turquie, avec qui elle échangeait 60 milliards de dollars de marchandises en 2023. Ce partenariat a pris une autre dimension depuis la guerre : selon les données statistiques de la TÜİK, les exportations de la Turquie en direction de la Russie ont quasiment doublé depuis le début du conflit, passant de 5,7 milliards de dollars en 2021 à 10,9 milliards en 2023. Rappelons qu'Ankara n'applique pas les sanctions décrétées par ses partenaires européens contre la Russie et joue au passage le rôle de plateforme de contournement de ces sanctions. Les Russes sont par ailleurs les premiers visiteurs étrangers en Turquie (12,8 % des arrivées en 2024), où le secteur touristique génère 10 % du produit intérieur brut (PIB).

Le commerce bilatéral turco-ukrainien atteignait 7,5 milliards de dollars avant la guerre (TÜİK), soit un niveau bien inférieur à celui des échanges avec la Russie. Mais le chantier de la reconstruction, évalué à 500 milliards de dollars sur dix ans¹, représente une énorme opportunité pour la Turquie, dont les entreprises du bâtiment et travaux publics (BTP) sont déjà bien positionnées dans le pays : elles ont mené 184 projets pour une valeur totale de 6,28 milliards de dollars depuis l'indépendance de l'Ukraine².

Alors que la fin du conflit se profile, la Turquie semble donc encore une fois en passe de gagner un pari qui a fait grincer des dents ses alliés occidentaux : récolter les dividendes économiques de son engagement simultané aux côtés des deux belligérants.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Erdoğan 2028, réformer ou périr

Bien que Recep Tayyip Erdoğan se soit attelé à empêcher la candidature de son principal opposant, Ekrem İmamoğlu – le maire d'Istanbul issu du Parti républicain du peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP) – pour l'élection présidentielle prévue en 2028, un nouveau mandat à la tête du pays lui est pour l'instant impossible.

Les spéculations juridiques vont donc bon train sur la façon dont le président pourrait s'ouvrir la voie pour un nouveau mandat. Lors du scrutin présidentiel de 2023, Erdoğan, déjà élu à deux reprises en 2014 et en 2018, avait bénéficié d'une décision du Conseil supérieur électoral (*Yüksek Seçim Konseyi*, YSK), qui estimait qu'en 2014 – alors que le régime était encore parlementaire –, aucune élection parlementaire n'avait eu lieu en même temps que l'élection présidentielle et que, par conséquent, 2023 ne constituait que sa deuxième candidature à un double scrutin général³.

Pour s'assurer de pouvoir briguer un nouveau mandat présidentiel en 2028, le président turc devrait modifier la Constitution. Deux voies sont possibles. Première option, la modification par voie parlementaire, qui nécessite que le projet de réforme reçoive l'approbation des deux tiers des députés (400 voix sur un total de 600) pour être promulgué directement. Si le projet rallie 360 voix, il peut être soumis à référendum ou à un second vote parlementaire. La deuxième option renvoie au pouvoir discrétionnaire du président, qui peut soumettre directement le projet de révision constitutionnelle à un référendum.

Depuis son arrivée au pouvoir en 2002, le Parti de la justice et du développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP) a modifié à plusieurs reprises la Constitution et introduit d'importants changements dans le fonctionnement du système politique et judiciaire turc, permettant au parti de s'installer au sein d'institutions qu'il n'avait pas pu jusque-là

investir pleinement. En 2007, il était parvenu à faire voter par voie parlementaire – grâce aux voix du parti de centre-droit, le Parti de la mère patrie (ANAP) – la mise en place de l'élection du président de la République au suffrage universel direct. En 2010, 26 articles de la Constitution étaient modifiés par référendum avec 57 % de voix positives, introduisant des réformes présentées comme nécessaires au rapprochement avec l'Union européenne (UE) : réduction du rôle de l'armée (notamment en permettant le jugement des militaires par des tribunaux civils), modification de la composition du Conseil des juges et procureurs (institutions auparavant tenues par des fonctionnaires kémalistes), élargissement de l'accès des citoyens turcs à la justice et mise en conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'UE. En 2017, le régime turc est présidentialisé par voie référendaire avec 51,4 % de votes favorables, après avoir été porté à l'Assemblée par l'alliance des députés de l'AKP et du Parti d'action nationaliste (*Milliyetçi Hareket Partisi*, MHP).

Aujourd'hui, la voie référendaire apparaît comme un pari trop risqué du fait de l'évolution du rapport des forces politiques – entre la victoire de l'opposition aux dernières élections municipales et la mobilisation citoyenne provoquée par l'arrestation d'Ekrem İmamoğlu. Recep Tayyip Erdoğan doit donc envisager des calculs plus complexes pour assurer sa participation au prochain scrutin présidentiel : rendre İmamoğlu inéligible en annulant son diplôme, en attendant son procès pour corruption ; tenter une ouverture kurde en ayant des discussions directes avec le leader emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (*Partiya Karkerên Kurdistan*, PKK), Abdullah Öcalan, qui a appelé à dissoudre le mouvement de guérilla ; obtenir le vote de 61 députés kurdes (*Yeşil-Sol*) à l'Assemblée nationale, qui serait déterminant pour atteindre les deux tiers nécessaires à la promulgation directe de la réforme.

Reste que ces ravaudages successifs ont fait perdre à la Constitution de 1982, adoptée après le coup d'État militaire de 1980, sa cohérence initiale. Le président a promis à plusieurs reprises d'offrir à son peuple un texte entièrement nouveau, taillé à la mesure de la Turquie contemporaine. Quelles en seraient les orientations ? Ce souci ne s'imposera à nouveau qu'une fois la question tactique brûlante du prochain mandat présidentiel réglée.

DIPLOMATIE

Antalya : un monde à la turque

Le Forum diplomatique qui s'est tenu pour la quatrième fois à Antalya du 11 au 13 avril 2025 a confirmé son statut central comme outil de la diplomatie publique turque. Lancé en 2021, cet événement évolue depuis, tant dans son format que dans ses objectifs, pour autant qu'on puisse l'observer – le ministre des Affaires étrangères et grand ordonnateur Hakan Fidan, ancien directeur des services secrets, étant réputé cultiver le mystère.

Le Forum semblait remplir cette année quatre fonctions. Tout d'abord, une fonction de communication autour des réussites de la diplomatie turque, et surtout de sa capacité de socialisation et de médiation – dont témoigne le haut niveau de participation, malgré la concurrence du Forum de Delphi, du groupe de contact sur l'Ukraine qui se tenait à Bruxelles, ou des pourparlers irano-américains. Les panels avaient une tonalité très officielle, avec une présence massive de ministres des Affaires étrangères et de représentants d'organisations multilatérales (Organisation des Nations unies, Ligue arabe) et quelques chefs d'État et de gouvernement. Certains d'entre eux, comme Viktor Orbán, et surtout le président syrien al-Sharaa, ont été directement canalisés en coulisses vers le président turc Recep Tayyip Erdoğan et son ministre ; car la deuxième fonction du Forum est de centraliser un effort de diplomatie parallèle, dont les résultats sont publiquement « feuilletonnés » en fonction des opportunités. La troisième fonction du Forum concerne le ministère : c'est un exercice de *team building* pour la communauté des diplomates et des proches du gouvernement. La présence de la société civile (organisations non gouvernementales, chercheurs, médias étrangers) est très faible et les panels sont modérés par des journalistes de la télévision publique turque (TRT). Enfin, cette année, le Forum assumait probablement une fonction de réassurance interne : le discours très ferme de Recep Tayyip Erdoğan lors de la session d'ouverture, la présence de son épouse Emine, qui participait à un panel sur les questions éducatives, la mise en avant de Mehmet Şimşek, le ministre de l'Économie, dont

la contribution est indispensable pour dépasser les difficultés politiques actuelles, en témoignent.

Aucune allusion donc aux tensions générées par l'arrestation du maire d'Istanbul, dans une enceinte où règne un consensus parfois un peu détaché des circonstances. Le thème choisi cette année : « Retrouver la diplomatie dans un monde fragmenté », faisait la part belle au *soft power* – diplomatie culturelle, humanitaire, économie dans une moindre mesure, les questions de sécurité, particulièrement militaires, restant marginales. Les priorités géographiques du programme sont l'Afrique (les ministres du Burkina Faso, du Mali et du Niger ont exposé ensemble dans un panel les intérêts communs de la Confédération des États du Sahel) ; l'Asie centrale envisagée particulièrement sous l'angle turcique ; le Caucase (une table ronde a réuni les ministres arménien, azerbaïdjanais et géorgien) ; le Moyen-Orient très centré sur la problématique de Gaza (envisagée, comme l'avenir de la Syrie, sous l'angle humanitaire). La présence occidentale était réduite à une Europe essentiellement balkanique. La Hongrie était en vedette pour l'UE – définie par Erdoğan comme un « objectif stratégique », et un ministre britannique donnait la réplique sur la sécurité européenne. Les États-Unis étaient absents et leurs politiques n'ont pas tenu une place centrale dans les débats, mais Recep Tayyip Erdoğan s'est déclaré confiant dans la qualité de sa relation avec Donald Trump. La Russie, en la personne de Sergueï Lavrov, s'est vu offrir une tribune très suivie – l'intervention ayant commencé par un rappel de la place de l'Iran dans les équilibres régionaux. Le principal message porté vers l'extérieur est celui d'une Turquie puissance bienveillante, partenaire engagé avec les nouvelles équipes du Sud global auxquelles elle tend la main – le président de la République indonésienne a déclaré son amitié aux Turcs, et la Chine était pleinement intégrée dans les panels.



Source : Photo prise par Dorothée Schmid lors du Forum d'Antalya, discours de Recep Tayyip Erdoğan, avril 2025 © Ifri, 2025.

-
1. « Ukraine : la reconstruction du pays coûtera 500 milliards d'euros », ONU Info, ONU, 25 février 2025, disponible sur : <https://news.un.org>.
 2. « Türkiye-Ukraine Political Relations », République de Turquie, Ministère des Affaires étrangères, disponible sur : www.mfa.gov.tr.
 3. « Presidential Term Limits Don't Apply to Ergogan, Top Election Body Concludes », *English Bianet*, 5 avril 2023, disponible sur : <https://bianet.org>.